Initiatives ministérielles

rieurs de la Fonction publique, des programmes de formation, d'orientation et de perfectionnement.

On ne peut qu'agréer avec un Centre qui aura pour résultat de développer les compétences des gestionnaires, d'améliorer la productivité des employés du secteur public et d'assurer une meilleure qualité des services dispensés aux Canadiens et Canadiennes.

Toutefois, certaines craintes ont été soulevées par mes collègues du caucus libéral. Un de mes collègues de l'autre endroit craint que le gouvernement se place en concurrence directe avec les universités et leurs programmes d'administration publique. Je partage son inquiétude, mais je suis confiant que les universitaires membres du conseil d'administration sauront s'assurer que le Centre complète les cours offerts par les différentes universités canadiennes, mais ne tentent pas de s'y substituer. En somme, le Centre offrira toute une gamme de cours, de colloques, de conférences ou d'ateliers de perfectionnement à l'intention des gestionnaires. Pour ce faire, il faudra de nombreuses études de cas et une abondante documentation dont la plus grande partie n'existe à l'heure actuelle ni dans le secteur public, ni dans les universités.

D'autres collègues pour leur part s'inquiètent des procédures d'embauche, des pouvoirs du conseil d'administration et de son imputabilité, de la nécessité d'assurer que le Centre ne deviennent insensibles aux besoins de la Fonction publique. Enfin, certains ont peur que le Centre en devienne un d'élite où seuls les hauts dirigeants n'en seront pas exclus. Je dois avouer que je partage certaines de ces inquiétudes, puisqu'on ne parle pas non plus des moyens d'accroître le nombre de francophones aux échelons supérieurs, ni d'y assurer une représentation équitable des femmes, des minorités visibles, des autochtones et des personnes handicapées. Mon souci le plus grand toutefois est de voir la Fonction publique stagnée.

J'aimerais faire mention du *The Corporate Management Strategy*, tel que présenté par le *Canadian Center for Management Development*. Dans sa page frontispice, on voit le thème:

[Traduction]

L'excellence dans la pensée et dans l'action pour surmonter les difficultés d'aujourd'hui et faire face aux défis de demain.

L'exposé de mission actuelle et future est tout à fait admirable:

La mission du Centre canadien de gestion est de renforcer la capacité de gestion dans le secteur public, et surtout aux échelons

supérieurs de la fonction publique fédérale, en vue d'améliorer la qualité de l'administration et d'enrichir le service à la population canadienne.

Cette mission se réalisera, avec l'entière coopération des meilleurs éléments du Canada dans les secteurs public, privé et universitaire, en élargissant les connaissances dans la pratique de la gestion dans le secteur public et en développant chez les fonctionnaires le savoir, les valeurs et les compétences indispensables pour surmonter les problèmes de gestion actuels et futurs.

[Français]

Pour terminer, monsieur le Président, j'aimerais souligner que je suis très heureux que ce Centre élise domicile dans l'édifice historique de l'Académie de La Salle, située dans la région de la Capitale nationale. J'ose espérer que l'Université d'Ottawa y sera également présente. Cet endroit a été, au tournant du siècle, le tout début de l'Université d'Ottawa, et depuis quelques années le gouvernement fédéral l'a rénové en un édifice qui nous rend fiers de notre patrimoine. Et cette rénovation est très pure, a respecté l'architecture de cette institution qui était, au début, canadienne-française.

L'Université d'Ottawa a été fondée au tournant du siècle, et j'ai eu moi-même le plaisir et l'honneur d'y graduer, dans les années 1950, avec une maîtrise en administration, spécialisée en éducation.

[Traduction]

J'espère que le centre sera ouvert et accessible aux intérêts publics et privés, y compris les députés et leur personnel, afin qu'il puisse améliorer la compréhension de l'administration. Le centre avantagera les petits organismes gouvernementaux et les petites entreprises scientifiques qui n'avaient pas de place pour le développement et le perfectionnement de compétences en matière de gestion.

• (1350)

M. le vice-président: La ministre associée de la Défense nationale invoque le Règlement.

* * *

LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

AVIS DE MOTION (ARTICLE 57)

L'hon. Mary Collins (ministre associée de la Défense nationale): Monsieur le Président, je voudrais simplement donner avis qu'à la prochaine séance de la Chambre, juste avant l'appel de l'ordre du jour portant reprise du débat sur la motion du ministre des Finances tendant à la deuxième lecture et au renvoi au Comité permanent des Finances du projet de loi C-52 et sur les amende-